



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'INTERIEUR, SECURITE,
DECENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES.

COMITE NATIONAL DU DESARMEMENT ET DE LA
SECURITE INTERNATIONALE.



**NOTE DE CONCEPT SUR L'IMPACT DE LA
VIOLENCE ARMEE SUR LE DEVELOPPEMENT
SOCIO-ECONOMIQUE EN RDC.**



NOTE DE CONCEPT

L'Impact de la Violence Armée sur le développement Socio-économique en RDC

1. Identification du problème

Cette note conceptuelle est motivée par la détermination du Gouvernement de la RDC, de lutter contre le problème de la violence armée sur son territoire. Le Ministre de l'Intérieur avait évoqué cette nécessité lors d'une table ronde des bailleurs de fonds, qu'il avait organisée à Kinshasa le 10 Juillet dernier, conjointement avec l'Institut d'études de sécurité (ISS). Son Excellence le Ministre avait souligné que l'état actuel d'une paix précaire dans l'Est de la RDC appelle d'urgence la recherche d'une solution durable à la violence armée à travers le pays. C'est seulement en répercutant les résultats d'une étude pertinente que le Gouvernement de la RDC peut formuler des politiques appropriées sur ce problème. Par exemple, on a besoin de connaître la nature de la violence armée qui a lieu dans les villes ainsi que celles qui a lieu dans des centres non urbains. Il serait également important de savoir si ces incidents sont signalés à la police, le type de blessures, si celles-ci sont traitées dans des hôpitaux ou à la maison, etc. Ce type d'information permettrait d'avoir une meilleure image du problème à partir duquel le Gouvernement de la RDC, avec l'appui des partenaires bailleurs de fonds, peut relever le défi.

Cette recherche comprendra une évaluation de l'impact des processus DDR / RR qui ont été mis en œuvre avant le processus de DDRIII en cours. L'objectif est d'apporter des informations sur les implications politiques de premier plan du processus, dans le but d'informer le Gouvernement de la RDC et ses partenaires de mise en œuvre des domaines qui nécessitent une attention particulière pour assurer le succès du processus. Bien que cela ressemble à une évaluation d'impact, il est, au sens propre une analyse de la façon dont le processus traite la pauvreté. L'étude visera aussi à établir la raison pour laquelle nous sommes rentrés à un « DDRIII ». Elle aborderait en plus des questions telles que ce qui s'est passé pour que les deux autres processus de DDR faillissent. L'hypothèse sous-jacente de cette évaluation est que les processus de DDR en RDC ont eu moins de succès parce qu'ils manquaient de stratégies appropriées en faveur des pauvres, qui auraient dû être pris en charge au stade de la planification.

2. Partenaires

Le principal partenaire d'exécution de ce projet sera le gouvernement de la RDC, à travers le Comité National du Désarmement et de la Sécurité Internationale « CND-SI », en partenariat avec l'Institut d'études de sécurité (ISS). Ce dernier fournira l'appui technique nécessaire. Le but de cette note succincte est de présenter aux bailleurs de fonds partenaires potentiels un bref aperçu du projet envisagé, en espérant attirer leur soutien envers le Gouvernement de la RDC dans l'accomplissement des objectifs de ce projet. L'implication des partenaires et des Bailleurs de fonds sera à la fois au niveau du financement, ainsi que par tout autre appui qu'ils sont en mesure de fournir tels que la formation technique, le suivi et l'évaluation ainsi que la recherche, si possible. Les partenaires recevront également des rapports d'activités périodiques sur la mise en œuvre du projet.

L'ISS et le CND-SI de la RDC ont ensemble une relation de travail de longue date. Particulièrement dans la recherche sur les questions de sécurité humaine telles que la Réforme du Secteur de Sécurité (en particulier sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR), la gestion des conflits et le renforcement des capacités et la formation. Grâce à ce travail, à la fois le CND-SI (représentant le Gouvernement de la République) et l'ISS sont arrivés à identifier les domaines spécifiques qui nécessitent une intervention ciblée, afin d'obtenir l'impact souhaité.

3. Justification

La violence armée a un impact négatif direct sur la sécurité humaine et le développement. La RDC est victime de guerres civiles prolongées, ce qui exige une intervention urgente d'un programme de la réduction de la violence armée (AVR). Ce sont des activités qui appuient les efforts déployés par le pays pour réduire la violence armée et la prolifération des armes à feu illicites. Les armes illicites favorisent les conflits et les crimes. La violence armée coûte des vies, érode les gains de développement et réduit la sécurité humaine.

3.1. La problématique de la Violence Armée

Le projet vise à identifier des approches durables pour la réduction de la violence armée en RDC. Des recherches antérieures ont essentiellement porté sur la violence du genre. Par exemple en 2013, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) a publié un rapport sur la violence armée fondée sur le sexe, qui a conclu qu'en RDC, les conflits armés ont entraîné des violences sexuelles perpétrées contre les femmes, les hommes et les enfants. Le rapport note en outre que la violence sexuelle a aussi été étendue à des zones qui ne sont pas touchées par les conflits armés.

Toutefois, le rapport WILPF n'interroge pas si la violence est signalée aux autorités de l'État (et si ces autorités sont présentes dans la communauté), si les victimes sont traitées dans les hôpitaux, etc. La présente recherche va plus loin que le rapport WILPF en interrogeant sur les questions précitées dans le but de fournir des recommandations pratiques pour le Gouvernement de la RDC.

3.2. Les acteurs impliqués

Le principal acteur d'exécution de ce projet est le CND-SI. Le rôle de l'ISS sera de fournir le soutien technique en matière de collecte de données sur le terrain, son analyse et de fournir un feed-back au Gouvernement de la RDC. Cependant, les deux parties, souhaiteraient s'associer aussi à d'autres parties intéressées ayant des objectifs similaires de soutien à la RDC.

Les bénéficiaires ultimes de ce projet sont les citoyens ordinaires de la RDC, qui depuis longtemps continuent de faire les frais des conflits armés, les services de sécurité (Armée et Police) dans la mesure où les résultats de cette enquête leur permettront d'enrichir leur « **ordre de bataille** » en rapport avec la sécurisation des villes et de leurs environs.

3.3. Objectifs et résultats attendus

Les objectifs de ce projet sont les suivants :

- i) identifier les types de violence armée courants dans les milieux urbains, péri-urbains et ruraux de la RDC.
- ii) Analyser la fréquence avec laquelle les crimes avec violence armée sont signalés aux autorités (police, les chefs militaires (FARDC), et Autorités locales.
- iii) identifier les lacunes auxquelles les citoyens et les pouvoirs publics sont confrontés dans la lutte contre la violence armée.

4. Durée du projet

La durée du projet sera basée sur son succès démontré, qui, par l'impact émanant de l'issue de projet, va attirer plus de soutien financier de la part du Gouvernement de la RDC, des entreprises de la communauté locale des affaires (qui récolteront les avantages de l'amélioration de la sécurité) comme aussi des bailleurs de fonds internationaux. Cependant, les enquêtes préliminaires peuvent couvrir **six mois** pour l'ensemble du pays.

4.1. Capacité opérationnelle et expertise

La capacité opérationnelle liée à la mise en œuvre de ce projet émane des compétences combinées et de l'expérience locale sur la RDC tant du CND-SI que de l'ISS. Le CND-SI a un groupe de chercheurs congolais locaux à travers le pays alors que l'ISS a un pool de chercheurs ayant une longue expérience de travail en RDC. Certains de ces chercheurs ont servi pendant plusieurs années en tant que membres du Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC.



République Démocratique du Congo

Primature

**COMITE NATIONAL DU DESARMEMENT ET DE LA SECURITE INTERNATIONALE
« CND-SI »**

**ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA VIOLENCE
ARMEE SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-
ECONOMIQUE DE LA RDC.**

MARS 2015

I. INFORMATIONS DE BASE CONCERNANT

L'ORGANISATION

1.1. Nom et Adresse de l'Organisation responsable du projet

CND-SI
COMITE NATIONAL DU DESARMEMENT ET DE LA SECURITE
INTERNATIONALE « CND-SI »
Siège social : n° 58, Avenue de la Gombe, Kinshasa
Tél. : 0810611913 – 0819581866
E-mail : desarmementrdcongo@gmail.com

1.2. Demandeur

Guy-Thierry NGEBAS IMPIOB
Coordonnateur National du CND-SI

1.3. Statut juridique de l'Organisation

Structure Gouvernementale de la Primature,
Pilotée par le Ministère de l'Intérieur et Sécurité
Créée en 2011, Décret n° 011/44 du 14 Décembre 2011

1.4. Références bancaires

Banque : Rawbank S.A
Adresse : Boulevard du 30 Juin 3487 Kinshasa/Gombe
Fax :
Intitulé du compte : Comité National du Désarmement et de la Sécurité
Internationale « CND-SI »
Numéro du compte : 05101 – 01018067801 – 76 – USD
Swift :
IBAN :

1.5. Historique/Champ d'Activités du CND-SI

- La mise en œuvre et le suivi de l'application des instruments juridiques (Traités, Conventions internationales et régionales, ainsi que les accords bi et multilatéraux signés par la République Démocratique du Congo dans le domaine du Désarmement et de la Sécurité Internationale ;

- La coordination des activités du secteur du Désarmement et de la Sécurité Internationale en République Démocratique du Congo.

II. INFORMATIONS SUR LE PROJET

1. **Titre du Projet** : Enquête sur l'Impact de la Violence Armée sur le Développement Socio-économique de la RDC.
2. **Durée** : 15 jours pour phase la pilote de Kinshasa
3. **Lieu** : Kinshasa
4. **Budget global** : 44.033.770 FC

III. CONTEXTE & JUSTIFICATION

a. Contexte

Cette enquête est motivée par la détermination du Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, de cerner la problématique de la Violence Armée et d'y remédier par des moyens de lutte idoines sur le territoire de la RDC. Le Ministre de l'Intérieur avait évoqué cette nécessité lors d'une table ronde des bailleurs de fonds, qu'il avait organisée à Kinshasa le 10 Juillet dernier, conjointement avec l'Institut d'études de sécurité (ISS). Son Excellence le Ministre avait souligné que l'état actuel d'une paix précaire dans l'Est de la RDC appelle d'urgence la recherche d'une solution durable à la violence armée à travers le pays. C'est seulement en répercutant les résultats d'une étude pertinente que le Gouvernement de la RDC peut formuler des politiques appropriées sur ce problème. Par exemple, on a besoin de connaître la nature de la violence armée qui a lieu dans les villes ainsi que celles qui a lieu dans des centres non urbains. Il serait également important de savoir si ces incidents sont signalés à la police, le type de blessures, si celles-ci sont traitées dans des hôpitaux ou à la maison, etc. Ce type d'information permettrait d'avoir une meilleure image du problème à partir duquel le Gouvernement de la RDC, avec l'appui des partenaires bailleurs de fonds, peut relever le défi.

b. Approche globale de l'identification des causes et effets de la Violence Armée en République Démocratique du Congo.

Cette recherche comprendra une évaluation de l'impact des processus DDR / RR qui ont été mis en œuvre avant le processus de DDRIII en cours. L'objectif est d'apporter des informations sur les implications politiques de premier plan du processus, dans le but d'informer le Gouvernement de la RDC et ses partenaires de mise en œuvre des domaines qui nécessitent une attention particulière pour assurer le succès du processus. Bien que cela ressemble à une évaluation d'impact, il est, au sens propre une analyse de la façon dont le processus traite la pauvreté. L'étude visera aussi à établir la raison pour laquelle nous sommes rentrés à un « DDRIII ». Elle aborderait en plus des questions telles que ce qui s'est passé pour que les deux autres processus de DDR faillissent. L'hypothèse sous-jacente de cette évaluation est que les processus de DDR en RDC ont eu moins de succès parce qu'ils manquaient de stratégies appropriées en faveur des pauvres, qui auraient dû être pris en charge au stade de la planification.

c. Circonscription de la phase pilote

Dans un premier temps l'enquête pilote portera sur la Ville-Province de Kinshasa. Son évaluation permettra d'aborder avec des réajustements nécessaires l'enquête dans les autres provinces, notamment celles les plus affectées par l'insécurité.

d. Justification

La Violence Armée a un impact négatif direct sur la sécurité humaine et le développement. La RDC a été victime de guerres civiles prolongées, ce qui exige une intervention urgente d'un programme de la réduction de la Violence Armée (AVR). Ce sont des activités qui appuient les efforts déployés par le pays pour réduire la violence armée et la prolifération des ALPC illicites. Les armes illicites favorisent les conflits et les crimes. La violence armée coûte des vies, érode les gains de développement et réduit la sécurité humaine.

d.1. Les problèmes à résoudre

Le projet vise à identifier des approches durables pour la réduction de la violence armée en RDC. Des recherches antérieures ont essentiellement porté sur la violence du Genre. Par exemple en 2013 la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) a publié un rapport sur la Violence Armée fondée sur le sexe, qui a conclu qu'en RDC, les conflits armés ont entraîné des violences sexuelles perpétrées contre les femmes, les hommes et les enfants. Le rapport note en outre que la violence sexuelle a aussi été étendue à des zones qui ne sont pas touchées par les conflits armés.

Toutefois, le rapport WILPF n'interroge pas si la violence est signalée aux autorités de l'État (et si ces autorités sont présentes dans la communauté), si les victimes sont traitées dans les hôpitaux, etc. La présente recherche va plus loin que le rapport WILPF en interrogeant sur les questions précitées dans le but de fournir des recommandations pratiques pour le Gouvernement de la RDC.

d.2. Les acteurs impliqués et les bénéficiaires

Le principal partenaire d'exécution de ce projet est le CND-SI. Le rôle de l'ISS sera de fournir le soutien technique en matière de collecte de données sur le terrain, son analyse et fournir un feed-back au Gouvernement de la RDC. Cependant, les deux parties, souhaiteraient s'associer aussi à d'autres parties intéressées ayant des objectifs similaires de soutien à la RDC.

Les bénéficiaires ultimes de ce projet sont les citoyens ordinaires de la RDC, qui depuis longtemps continuent de faire les frais des conflits armés.

e. Objectifs

e.1. Objectif global de l'enquête

Apporter les informations des premières mains sur la Violence Armée dans la Ville de Kinshasa et ses implications socio-économiques en vue des solutions idoines à y apporter.

e.2. Objectifs spécifiques de l'enquête

Les objectifs spécifiques de cette enquête sont les suivants :

- i) identifier les types de Violence Armée courants dans les milieux urbains, péri-urbains et ruraux de la RDC.
- ii) Analyser la fréquence avec laquelle les crimes avec Violence Armée sont signalés aux autorités (police, les chefs militaires (FARDC), et Autorités locales.
- iii) identifier les lacunes auxquelles les citoyens et les pouvoirs publics sont confrontés dans la lutte contre la Violence Armée.
- iv) Identifier les moyens de lutte contre la Violence Armée pour assurer une sécurité nécessaire à la population.

e.3. Résultats attendus

A l'issue de l'enquête le CND-SI est en mesure de :

- Dresser une cartographie des quartiers chauds de la Ville où l'insécurité est quasi permanente.
- Déterminer les types de violences et les catégories des victimes causées par celles-ci.
- Faire un état des lieux sur la Violence Armée dans la Ville de Kinshasa.
- Formuler à l'intention de l'autorité compétente des recommandations sur les moyens de lutte contre ce type de violence.

IV. PILOTAGE DE L'ENQUETE

IV.1. Partenaires

Le principal partenaire d'exécution de ce projet sera le Gouvernement de la RDC, à travers le Comité National du Désarmement et de la Sécurité Internationale « CND-SI », en partenariat avec l'Institut d'études de sécurité (ISS). Ce dernier fournira l'appui technique nécessaire.

Le but de cette note succincte est de présenter aux bailleurs de fonds partenaires potentiels un bref aperçu du projet envisagé, en espérant attirer leur soutien envers le Gouvernement de la RDC dans l'accomplissement des objectifs du projet. L'implication des partenaires et des Bailleurs de fonds sera à la fois au niveau du financement, ainsi que par tout autre appui qu'ils sont en mesure de fournir tels que la formation technique, le suivi et l'évaluation ainsi que la recherche, si possible. Les partenaires recevront également des rapports d'activités périodiques sur la mise en œuvre du projet.

L'ISS et le CND-SI de la RDC ont ensemble une relation de travail de longue date, particulièrement dans la recherche sur les questions de sécurité humaine telles que la Réforme du Secteur de Sécurité, notamment sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR), la gestion des conflits et le renforcement des capacités et la formation. Grâce à ce travail, à la fois le CND-SI (représentant le Ministère de l'Intérieur et Sécurité) et l'ISS sont arrivés à identifier les domaines spécifiques qui nécessitent une intervention ciblée, afin d'obtenir l'impact souhaité.

VI.2. Durabilité de l'enquête

La durabilité du projet est basée sur son succès démontré, qui, par l'impact émanant de l'issue de projet, va attirer plus de soutien financier de la part du Gouvernement de la RDC, des entreprises de la communauté locale des affaires (qui récolteront les avantages de l'amélioration de la sécurité) comme aussi des bailleurs de fonds internationaux. Cependant, les enquêtes préliminaires peuvent couvrir douze mois pour l'ensemble du pays.

4.3. Capacité opérationnelle et expertise

La capacité opérationnelle liée à la mise en œuvre de ce projet émane des compétences combinées et de l'expérience locale sur la RDC tant du CND-SI que de l'ISS. Le CND-SI a un groupe de chercheurs congolais locaux à travers le pays alors que l'ISS a un pool de chercheurs ayant une longue expérience de travail en RDC. Certains de ces chercheurs ont servi pendant plusieurs années en tant que membres du Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC.

4.4. Expérience de l'ISS sur des projets de cette nature

En tant que leader de la sécurité humaine appliquée et Institut de recherche sur les politiques, l'ISS a une longue expérience de gestion avec succès des projets de cette nature et des partenariats. Plus d'informations peuvent être trouvées sur son site Web: <http://www.issafrica.org/home>.

V. ACCOMPAGNEMENT DE L'ENQUETE

A la suite de la phase d'évaluation, le CND-SI et l'ISS entendent élargir le cercle des partenaires au projet de l'enquête sur l'ensemble du pays à d'autres partenaires intéressés.

VI. CHRONOGRAMME DE L'ENQUETE DANS LA VILLE DE KINSHASA

[illegible]